

## NOTE DE SERVICE

N° 05-059-A7-B2 du 1er décembre 2005

NOR : BUD R 05 00059 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### REMISES GRACIEUSES ACCORDÉES PAR LES COMPTABLES PUBLICS

#### ANALYSE

Contentieux juridictionnel relatif à un refus d'octroi de remise gracieuse.  
Lettre dépersonnalisée.

Date d'application : 08/11/2005

#### MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; PRODUITS DIVERS ; COMPTABLE PUBLIC ;  
REMISE GRACIEUSE ; REJET ; EXCÈS DE POUVOIR

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGCST	TGE	TOM			

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*7<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 7C*

La présente note de service a pour objet de porter à la connaissance de Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux le contenu d'une lettre dépersonnalisée relative à un contentieux juridictionnel portant sur un refus d'octroi de remise gracieuse par un comptable public.

L'étude juridique menée laisse apparaître, contrairement à la solution retenue par une juridiction de premier degré, que le refus d'octroi d'une remise gracieuse relève du contentieux de l'excès de pouvoir et ne peut être constitutif d'une erreur manifeste d'appréciation dès lors que les ressources du débiteur sont compatibles avec le remboursement ou que ce dernier n'a pas engagé, de bonne foi, des dépenses par la faute de l'Administration.

Par ailleurs, la jurisprudence a clairement établi que la contestation d'un refus d'octroi de remise gracieuse ne peut être l'occasion de contester la créance sur laquelle il porte et, par conséquent, que de tels griefs sont inopérants quant à l'appréciation de la régularité juridique de la décision de refus d'octroi de remise gracieuse.

A ce titre, les services pourront utilement se reporter aux avis et décisions de justice cités et portés en annexes.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR  
CHARGÉ DE LA 7<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIE



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE  
FONCTION COMPTABLE DE L'ETAT  
7ÈME SOUS-DIRECTION  
BUREAU 7 C  
120, RUE DE BERCY  
TÉLÉDOC : 787  
75572 PARIS CEDEX 12

Paris, le 8 novembre 2005

Le Directeur Général de la Comptabilité Publique

**N° 043934**

à

Monsieur le Trésorier-Payeur Général

OBJET : Jugement d'annulation d'un refus de remise gracieuse.

Par lettre citée en référence, vous m'avez fait savoir que par jugement du 30 juin 2005, le Tribunal Administratif de ... a annulé votre décision de refus d'octroi d'une remise gracieuse à Mme ..., débitrice envers l'Etat d'une somme de 5.554,52 € au titre d'un indu de rémunération.

Vous me demandez de vous faire connaître mon avis sur la suite qu'il convient de réserver à ce dossier.

Dans cette affaire, le Tribunal Administratif de ... a estimé que l'erreur de versement ne pouvait être décelée par l'intéressée, qu'elle avait provoqué des difficultés financières importantes et que dès lors, le refus d'octroi de la remise gracieuse de la dette par l'Administration devait être analysé comme une erreur manifeste d'appréciation entraînant son annulation.

*Cette décision me paraît, tout d'abord, contestable au regard tant des règles de droit que de la jurisprudence constante des juridictions administratives de niveau hiérarchique supérieur.* A ce titre, il aurait donc pu être envisagé d'interjeter appel du jugement rendu par le Tribunal Administratif.

En effet, s'agissant de la validité de la créance, la régularité du titre de perception n'a pas été contestée juridiquement au moyen des voies d'opposition ouvertes - dans des délais stricts, à peine de forclusion - par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992.

Il en résulte que ce titre de perception est devenu incontestable en droit, même si l'intéressée s'est efforcée de le remettre en cause indirectement et de le priver d'effet en sollicitant l'annulation de votre décision de rejet de sa demande de remise gracieuse.

Or, la demande de remise gracieuse et la validité de la créance s'analysent comme deux questions distinctes, ainsi que l'a confirmé la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans une autre affaire (C.A.A. Marseille n° 02MA01297 du 10 janvier 2005, ci-joint).

Cette Cour a, en effet, indiqué que lorsqu'un recours pour excès de pouvoir est engagé contre une décision de refus total ou partiel de remise gracieuse, « les moyens contestant le bien-fondé de la décision de l'organisme payeur demandant le remboursement des sommes versées à tort, que la décision attaquée (refus de remise gracieuse) n'a ni pour objet ni pour effet de confirmer, sont inopérants. »

Cette distinction avait déjà été opérée par la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux (C.A.A. Bordeaux n° 99BX01534 du 18 juin 2002, ci-joint) qui avait en outre rappelé l'angle limité sous lequel doit être appréciée l'opportunité de l'octroi d'une remise gracieuse (« une remise gracieuse ... ne peut être accordée qu'en cas de gêne du débiteur, ... la contestation d'un refus de remise gracieuse présente le caractère d'un recours pour excès de pouvoir, ... les moyens tenant au bien-fondé de la dette sont inopérants à l'appui d'un tel recours. »).

A la lumière de ces décisions, le jugement rendu par le Tribunal Administratif de ... dans l'affaire « Mme ... » apparaît donc très contestable dans la mesure où il se fonde sur le bien fondé de la créance (indu de rémunération imputable à l'Administration ayant causé des difficultés financières à l'agent) pour annuler le refus de remise gracieuse.

En 2001, le Conseil d'Etat a rappelé le régime juridique applicable à la remise gracieuse (C.E., 14 décembre 2001, Michel, n° 220446, ci-joint). La Haute Juridiction a ainsi énoncé que « l'octroi d'une remise gracieuse n'est qu'une simple faculté pour l'administration », qu'une décision « refusant une remise gracieuse ne peut être utilement déférée au juge de l'excès de pouvoir que si elle est entachée d'une erreur de fait ou d'une erreur de droit, ou si elle repose sur une appréciation manifestement erronée des circonstances de l'affaire. »

En l'espèce, le Conseil d'Etat a estimé qu'il n'y avait pas eu « erreur manifeste d'appréciation quant à la situation du requérant », élément sur lequel porte le contrôle du juge.

Dans le même arrêt, le Conseil d'Etat a rejeté comme tardives et atteintes de forclusion, les conclusions dirigées contre la demande de remboursement de l'Administration, confirmant ainsi implicitement que le contentieux dirigé contre un refus d'octroi de remise gracieuse ne peut être l'occasion d'entamer un contentieux contre la créance objet du refus.

La recherche de l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation de la situation du débiteur, par le juge administratif, doit conduire l'Administration à examiner avec justesse cette situation.

Ainsi, la compatibilité des ressources du débiteur avec sa dette ou son paiement fractionné doit être appréciée. Après avoir rappelé l'incompétence du juge administratif pour octroyer une remise gracieuse, la Cour Administrative d'Appel de Douai a ainsi relevé qu'aucune erreur manifeste d'appréciation n'avait entaché un refus de remise gracieuse dès lors que les revenus mensuels du requérant étaient compatibles avec les mensualités déterminées par le Trésorier-Payeur Général (C.A.A. Douai, 21 novembre 2001, n° 97DA01934, ci-joint).

De même, la Cour Administrative d'Appel de Versailles a récemment rappelé qu'une demande de remise gracieuse ne peut être acceptée qu'en cas de gêne du débiteur et que le refus opposé à un requérant non « démuné de toute ressource » n'était pas constitutif d'une erreur manifeste d'appréciation (C.A.A. Versailles n° 02VE02481 du 17 mars 2005, ci-joint).

En revanche, le Conseil d'Etat a relevé une erreur manifeste d'appréciation à l'occasion d'un refus de remise gracieuse relatif à une demande de remboursement d'avance sur traitement intervenu alors que l'agent avait engagé des frais en exécution d'une décision de mutation par la suite retirée par l'Administration (C.E. 14 avril 1995, Laroque, n° 148717, ci-joint).

***Il ressort de ces décisions que le simple refus d'octroi d'une remise gracieuse n'est pas constitutif d'une erreur manifeste d'appréciation dès lors que les ressources du débiteur sont compatibles avec le remboursement ou que ce dernier n'a pas engagé, de bonne foi, des dépenses par la faute de l'Administration.***

En outre, comme l'a indiqué le Conseil d'Etat dans un avis du 3 mai 2004 (n° 262074, ci-joint), l'Administration peut à tout moment, sous réserve des règles de prescription, demander « le reversement des sommes attribuées par suite d'une erreur dans la procédure de liquidation ou de paiement ou d'un retard dans l'exécution d'une décision de l'ordonnateur. »

Toutefois, le remboursement de sommes indûment attribuées peut, en lui-même, porter préjudice à la situation financière de l'agent (même en l'absence de dépenses engagées par lui), notamment lorsque la demande intervient très tardivement. Elle peut dès lors ouvrir droit à une indemnisation financière dans le cadre d'un recours de plein contentieux pour faute de l'Administration (Conseil d'Etat, Doubre, 2 avril 1997, n° 151877, ci-joint). Il s'agit là, cependant, d'un contentieux relevant de l'ordonnateur, dénué de tout lien avec une décision de refus de remise gracieuse.

A ce titre, la fragilité juridique du jugement rendu dans l'affaire « ... » réside principalement dans le fait qu'il emploie, en matière de recours pour excès de pouvoir, un raisonnement relatif au plein contentieux.

***En définitive, et compte tenu des éléments de jurisprudence précédemment exposés, le recouvrement de la dette de Mme ... me paraît donc pouvoir être poursuivi.***

Cette option ne serait pas, à mon sens, constitutive d'un refus d'exécution d'une décision de justice dès lors que le jugement s'est limité à annuler un refus d'octroi de remise gracieuse sans remettre en cause l'existence juridique de la dette et sans enjoindre à l'Administration de procéder à une remise gracieuse.

En cas de nouvelle demande de remise gracieuse conduisant à un refus, il serait, toutefois, prudent de notifier les motifs de ce refus (ressources suffisantes et compatibles, proposition d'étalement, absence d'engagement préjudiciable de dépenses...).

De même, si un nouveau recours pour excès de pouvoir devait en être la conséquence, il conviendrait alors de produire à l'appui de l'argumentation soutenue dans le mémoire en défense les différents arrêts et avis émanant de juridictions de niveau supérieur joints à la présente lettre.

LE SOUS-DIRECTEUR

CHARGÉ DE LA 7<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIÉ

ANNEXE N° 1 : Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n° 02MA01297 du 10 janvier 2005.

(...) Considérant qu'aux termes de l'article L.351-14 du code de la construction et de l'habitation : Il est créé dans chaque département une commission compétente pour ... 2° Statuer sur les demandes de remise de dette présentées à titre gracieux par les bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement en cas de réclamation d'un trop-perçu effectué par l'organisme payeur ; 3° Statuer sur les contestations des décisions des organismes ou services chargés du paiement de l'aide personnalisée au logement. ... Un décret détermine sa composition, le délai dans lequel elle doit être saisie et les conditions dans lesquelles elle peut déléguer aux services chargés du paiement de l'aide personnalisée au logement ... tout ou partie de ses compétences à l'exception de celle mentionnée au 1° ci-dessus. Les recours relatifs à ces décisions sont portés devant la juridiction administrative ; que l'article R.351-47 du même code dispose : Les compétences prévues à l'article L.351-14 sont exercées par la section des aides publiques au logement du conseil départemental de l'habitat ... ; qu'il résulte de ces dispositions combinées qu'un bénéficiaire de l'aide personnalisée au logement à qui aurait été demandé le remboursement des sommes versées à tort au titre de cette aide, **peut former devant le tribunal administratif soit un recours de plein contentieux dirigé contre la décision de rejet** de sa réclamation préalable tendant à la décharge des sommes en cause, **soit un recours pour excès de pouvoir dirigé contre la décision portant rejet, total ou partiel, de sa demande tendant à ce que lui soit accordée la remise gracieuse de ces sommes ; que, dans ce dernier cas, les moyens contestant le bien-fondé de la décision de l'organisme payeur demandant le remboursement des sommes versées à tort, que la décision attaquée n'a ni pour objet ni pour effet de confirmer, sont inopérants ;**

Considérant que par une décision en date du 3 septembre 2001, la caisse d'allocations familiales du Gard, saisie par Mlle X d'une demande de remise de dette portant sur une somme de 1.399,45 €(9.179,79 F) qui lui avait été versée à tort au titre de la période comprise entre les mois de juillet 1998 à novembre 1999, a rejeté cette demande **mais a accordé à l'intéressée un échelonnement du remboursement de sa dette par retenues mensuelles de 45,73 €par mois ;**

Considérant que si Mlle X soutient que pendant la période considérée, elle ne vivait pas maritalement avec son compagnon, ce qu'elle n'établit d'ailleurs pas, **ce moyen est relatif à la contestation du bien-fondé de l'indu et s'avère, par suite, inopérant à l'appui d'une requête tendant à l'annulation d'un refus de remise gracieuse de dette ;**

Considérant qu'il ne ressort pas des pièces du dossier qu'eu égard tant à l'échelonnement prévu de la dette, qu'à la circonstance que l'origine de l'indu est exclusivement imputable à Mlle X, la caisse d'allocations familiales du Gard aurait commis une erreur manifeste dans l'appréciation de la situation de l'intéressée ; que, par ailleurs, Mlle X ne peut utilement se prévaloir de l'évolution ultérieure de sa situation personnelle, dès lors que la légalité de la décision litigieuse s'apprécie à la date à laquelle elle a été prise ; qu'il lui appartient à cet égard, si elle s'y croit fondée, de présenter une nouvelle demande de remise gracieuse ; qu'il suit de là que Mlle X n'est pas fondée à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif a rejeté sa demande ;

DECIDE :

Article 1er : La requête de Mlle X est rejetée.

Article 2 : Le présent arrêt sera notifié à Mlle Marie-Thérèse X et au ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer.

Copie en sera adressée à la caisse d'allocations familiales du Gard.

ANNEXE N° 2 : Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux n° 99BX01534 du  
18 juin 2002

(...) Considérant que par décision du 27 décembre 1995, la commission d'amélioration de l'habitat de la Haute-Garonne a ordonné le reversement, à hauteur d'une somme de 9 534 F, de la subvention qui avait été allouée pour un montant total de 78 380 F à Mme Thérèse Baro en vue de la rénovation d'un immeuble dont elle était alors propriétaire ; que la réclamation qui a été formée le 11 février 1996 par M. François Baro, fils de Mme Baro, a fait l'objet d'une décision de rejet prise le 1er juillet 1996 par le directeur général de l'Agence nationale pour l'habitat (ANAH) ;

Considérant que, eu égard à ses termes, la réclamation susvisée du 11 février 1996 présentait le caractère d'une demande de remise gracieuse de la dette mise à la charge de Mme Baro ; **qu'une telle remise gracieuse**, qui est de la compétence du directeur général de l'ANAH en vertu des dispositions combinées de l'article 165 du décret susvisé du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et de l'article R. 321-8 du code de la construction et de l'habitation, **ne peut être accordée** aux termes de ce même article 165 du décret du 29 décembre 1962, **qu'en cas de gêne du débiteur ; que la contestation d'un refus de remise gracieuse présente le caractère d'un recours pour excès de pouvoir ; que les moyens tenant au bien-fondé de la dette sont inopérants à l'appui d'un tel recours ;**

Considérant que la décision du 1er juillet 1996 est motivée, d'une part, par la "rupture des engagements souscrits le 19 février 1986" par Mme Baro "compte tenu de la vacance de l'immeuble depuis fin décembre 1994" et, d'autre part, par la "vente de l'immeuble réalisée le 23 septembre 1995 pour un montant de 950 000 F et la situation financière de Mme Baro" ;

Considérant que pour apprécier la situation financière de Mme Baro, le directeur général de l'ANAH a pu légalement prendre en compte sa situation patrimoniale provenant de la vente de l'immeuble subventionné ; que la circonstance que le produit de cette vente "a été placé sur le marché obligataire", et que Mme Baro ne soit que l'usufruitière du portefeuille obligataire ainsi constitué, son fils étant le nu-propriétaire, n'entache pas la décision attaquée d'erreur de droit ; que le fait que Mme Baro ne soit pas imposable à l'impôt sur le revenu au titre de 1995, en raison du montant modeste de ses pensions, de l'absence de revenus locatifs et de la perception sur une période réduite cette année-là des revenus de capitaux mobiliers, n'entache pas davantage la décision attaquée d'erreur manifeste ;

Considérant qu'en admettant que la date de souscription des engagements, telle qu'indiquée dans la décision attaquée, soit inexactement rapportée, il ressort des pièces du dossier que le directeur général aurait pris la même décision de rejet de la demande de remise gracieuse s'il n'avait considéré, comme le lui permettait l'article 165 précité du décret du 29 décembre 1962, que la situation financière de Mme Baro ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que c'est à tort que le tribunal administratif de Toulouse s'est fondé sur ce que le refus de remise gracieuse opposé le 1er juillet 1996 par le directeur général de l'ANAH serait entaché d'erreur de droit pour l'annuler ;

Considérant toutefois qu'il appartient à la cour administrative d'appel, saisie de l'ensemble du litige par l'effet dévolutif de l'appel, d'examiner les autres moyens soulevés par M. Baro et Mme Baro ;

Considérant qu'ainsi qu'il est dit ci-dessus, les moyens tenant au bien-fondé de la dette sont inopérants à l'appui d'un recours pour excès de pouvoir formé à l'encontre d'un refus de remise gracieuse ; que, par conséquent, les moyens de cette nature que M. Baro et Mme Baro soulèvent à l'encontre de la décision attaquée du 1er juillet 1996 ne peuvent qu'être rejetés ;

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que l'ANAH **est fondée à soutenir que c'est à tort que**, par le jugement dont elle fait appel, **le tribunal administratif de Toulouse a annulé pour excès de pouvoir la décision** en date du 1er juillet 1996 du directeur général de l'ANAH **rejetant la demande de remise gracieuse** présentée par M. Baro ; que cette agence est donc fondée à demander le rejet de la demande présentée par M. Baro et Mme Baro devant le tribunal administratif et dirigée contre ce refus de remise gracieuse ;

Considérant que le présent arrêt, qui annule le jugement susvisé du tribunal administratif de Toulouse et qui rejette la demande dirigée contre le refus de remise gracieuse, n'appelle aucune mesure d'exécution ; qu'ainsi, les conclusions de M. Baro et de Mme Baro tendant à ce que soit restituée à Mme Baro la somme qu'elle a payée en exécution de l'ordre de reversement du 27 décembre 1995 ne peuvent être accueillies ;

Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que l'ANAH, qui ne succombe pas dans la présente affaire, soit condamnée à payer à M. et Mme Baro la somme que ceux-ci demandent au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application de ces dispositions et de condamner M. Baro et Mme Baro à rembourser ces mêmes frais à l'ANAH ;

DECIDE :

Article 1er : Le jugement en date du 11 février 1999 du tribunal administratif de Toulouse est annulé.

Article 2 : La demande présentée par M. Baro et Mme Baro devant le tribunal administratif de Toulouse ainsi que leurs conclusions présentées devant la cour sont rejetées.



## ANNEXE N° 3 : Arrêt du Conseil d'Etat n° 220446 du 14 décembre 2001

(...) Considérant que, par décision du 10 septembre 1999, le ministre de la défense a, d'une part, accepté la demande de démission présentée par M. MICHEL, sous-lieutenant de l'armée de terre, à l'issue de sa scolarité à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, d'autre part, mis à sa charge le remboursement des frais supportés par l'Etat pour sa formation ; que, par une décision du 6 mars 2000, il a rejeté le recours gracieux en date du 6 janvier 2000, par lequel M. MICHEL contestait cette dette et en demandait la remise ;

Sur les conclusions dirigées contre la décision imposant au requérant le remboursement des frais de formation :

Considérant que la décision du 10 septembre 1999 a été notifiée à l'intéressé le 24 septembre 1999 avec l'indication des voies et délais de recours ; qu'ainsi, le recours gracieux contre cette décision, qui a été présenté par M. MICHEL le 6 janvier 2000, l'a été à une date postérieure à l'expiration du délai de recours contentieux contre la décision du 10 septembre 1999 ; que dès lors, les conclusions de la requête relatives à la décision mettant à la charge de M. MICHEL les frais supportés pour sa formation à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr sont tardives, et ne sont, par suite, pas recevables ;

**Sur les conclusions dirigées contre le refus de remise gracieuse de la dette de M. MICHEL :**

Considérant que **l'octroi d'une remise gracieuse n'est qu'une simple faculté pour l'administration ; qu'ainsi la décision refusant une remise gracieuse ne peut être utilement déférée au juge de l'excès de pouvoir que si elle est entachée d'une erreur de fait ou d'une erreur de droit, ou si elle repose sur une appréciation manifestement erronée des circonstances de l'affaire ;**

Considérant que **la décision** du 6 mars 2000 par laquelle le ministre de la défense a refusé de faire bénéficier M. MICHEL d'une remise gracieuse de la dette mise à sa charge au titre des frais assumés par l'Etat pour sa scolarité à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr **n'est entachée ni d'erreur de fait, ni d'erreur de droit ; qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que cette décision soit entachée d'une erreur manifeste dans l'appréciation de la situation de M. MICHEL ;** que, dès lors, M. MICHEL n'est pas fondé à demander l'annulation de cette décision ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête de M. MICHEL doit être rejetée ;

DECIDE :

Article 1er : La requête de M. MICHEL est rejetée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à M. Grégoire MICHEL et au ministre de la défense.

ANNEXE N° 4 : Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Douai n° 97DA01934 du 21 novembre 2001.

(...) Considérant que, par décision du 1er juillet 1992, confirmée le 7 janvier 1993 par le ministre du budget, le trésorier-payeur général du Nord a rejeté la demande de Mme Hugot de remise gracieuse de sa dette de 107 484 francs, représentant un trop-perçu constaté à son encontre pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1986 au 30 mars 1989 au titre de sa pension civile de retraite ; que, par jugement du 3 juillet 1997, dont le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relève régulièrement appel, le tribunal administratif de Lille a annulé ces refus ;

Considérant **qu'il n'appartient pas au juge administratif de prononcer la remise gracieuse d'une créance publique ; que, si la décision refusant une remise gracieuse peut être déférée au juge administratif par la voie du recours pour excès de pouvoir, cette décision, qui n'avait pas à être motivée, ne peut être annulée que si elle est entachée d'une erreur de droit, d'une erreur de fait, d'une erreur manifeste d'appréciation ou d'un détournement de pouvoir ;**

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, notamment des documents produits pour la première fois en appel, que les revenus mensuels de Mme Hugot s'élevaient, à la date des refus de remise gracieuse, à 6 700 francs ; **qu'eu égard au niveau de ressources de l'intéressée et à la circonstance que le remboursement de la dette en cause s'effectue par mensualités de 705 francs, le trésorier-payeur général du Nord et le ministre du budget ont pu, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, rejeter la demande de remise gracieuse présentée par Mme Hugot ;** que, par conséquent, le ministre est fondé à soutenir que c'est à tort que le tribunal administratif de Lille a annulé la décision du 1<sup>er</sup> juillet 1992 du trésorier-payeur général du Nord, confirmée le 7 janvier 1993 par le ministre du budget ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que le jugement du tribunal administratif de Lille en date du 3 juillet 1997 doit être annulé et la demande présentée par Mme Hugot devant ce tribunal doit être rejetée ;

DECIDE :

Article 1er : Le jugement du 3 juillet 1997 du tribunal administratif de Lille est annulé.

Article 2 : La demande présentée par Mme Eliane Hugot devant le tribunal administratif de Lille est rejetée.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à Mme Eliane Hugot. Copie en sera adressée au trésorier-payeur général du Nord.

ANNEXE N° 5 : Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Versailles n° 02VE02481 du 17 mars 2005 .

(...) Considérant qu'aux termes du premier alinéa de l'article L. 341-6 du code du travail, Nul ne peut, directement ou par personne interposée, engager, conserver à son service ou employer pour quelque durée que ce soit un étranger non muni d'un titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France. ; qu'aux termes de l'article L. 341-7 du même code : Sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être intentées à son encontre, l'employeur qui aura occupé un travailleur étranger en violation des dispositions de l'article L. 341-6, premier alinéa, sera tenu d'acquitter une contribution spéciale au bénéfice de l'Office des migrations internationales. (...). Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités d'application du présent article ; que les article R.341-34 et R. 341-35 du même code disposent que : Le recouvrement est effectué conformément aux dispositions régissant les états exécutoires émis pour le recouvrement des établissements publics nationaux ; La contribution spéciale créée par l'article L.341-7 est due pour chaque étranger employé en infraction au premier alinéa de l'article L. 341-6 (...) Une majoration de 10 p. 100 est ajoutée au montant de la contribution spéciale due par l'employeur, lorsque celui-ci n'aura pas acquitté cette contribution dans les deux mois suivant la date de notification du titre de recouvrement. ; et qu'aux termes de l'article 165 du décret du 29 décembre 1962 susvisé : Les créances de l'établissement peuvent faire l'objet : (...) d'une remise gracieuse, en cas de gêne des débiteurs ; (...) la décision est prise par l'ordonnateur (...)

Considérant que le requérant fait valoir que la lettre émise par le comptable de l'établissement le 15 septembre 1999, que M. X a contesté devant les premiers juges, ne saurait être regardée comme rejetant une demande de remise gracieuse du titre exécutoire émis à l'encontre de M X ; qu'en effet si la lettre adressée le 3 septembre 1999 par M. X à l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES doit être regardée, aux termes de son contenu, comme une demande de remise gracieuse régulièrement adressée au directeur de l'établissement, la lettre qui a été adressée à M. X par le comptable le 15 septembre 1999 s'est bornée à faire part à l'intéressé de ce qu'en application des dispositions du code du travail ci-dessus rappelées une majoration de 10 % était susceptible de lui être appliquée au vu de son retard de paiement, et lui a proposé un échelonnement de la dette pour tenir compte de sa situation ; qu'ainsi, cette lettre ne peut être regardée ni comme une réponse à un recours gracieux, ni comme une réponse à la demande de remise gracieuse formée le 3 septembre 1999 ; que, par suite, le comptable de l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES, en adressant cette lettre à M. X n'a pas entaché sa décision d'incompétence ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise a considéré à tort que la lettre du comptable de l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES datée du 15 septembre 1999 devait être regardée comme une décision de refus de remise gracieuse prise par une autorité incompétente ; que l' OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES est dès lors fondé à demander l'annulation du jugement attaqué ;

Considérant, toutefois, qu'il appartient à la Cour administrative d'appel, saisie par l'effet dévolutif de l'appel, d'examiner les autres moyens soulevés par M. X devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise ;

Considérant que les conclusions du requérant sont uniquement dirigées contre la lettre du comptable du 15 septembre 1999 qui lui proposait un paiement échelonné de sa dette et l'informait de ce qu'en application du code du travail, il était passible d'une majoration de 10 % pour n'avoir pas acquitté le montant de celle-ci dans un délai de deux mois ; que, compte-tenu de l'absence de réponse explicite à la demande formulée le 3 septembre 1999, et des dispositions prises par le comptable dans la lettre attaquée pour obtenir le paiement de la créance, cette lettre, qui au demeurant accuse réception de la demande, doit être regardée comme révélant l'existence d'une décision implicite de l'ordonnateur refusant la demande de remise gracieuse présentée le 3 septembre 1999 ; **qu'aux termes des dispositions ci-dessus rappelées, une telle demande de remise gracieuse ne peut être accordée qu'en cas de gêne du débiteur ;**

## ANNEXE N° 5 (suite et fin)

Considérant, d'une part, que l'intéressé, dans sa requête introductive d'instance, présente des moyens dirigés contre le titre exécutoire émis le 8 juin 1999 ; qu'aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative : Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. ; que le titre exécutoire a été notifié par l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES le 15 juin 1999, et portait régulièrement mention des voies et délais de recours ; que, cependant, l'intéressé, qui n'a pas présenté de recours gracieux contre ce titre, a introduit sa demande devant le tribunal le 19 octobre 1999 ; que, par suite, ses moyens dirigés contre le titre exécutoire sont en tout état de cause inopérants dès lors qu'à la date d'introduction de sa requête, il n'était plus recevable à contester le titre exécutoire émis le 8 juin 1999 ;

Considérant, d'autre part, que si M. X fait valoir en outre qu'il n'a tiré aucun profit de ses activités délictuelles, ce moyen ne peut être utilement invoqué à l'encontre de la décision de refus de remise gracieuse révélée par l'acte attaqué ; qu'enfin, le requérant fait valoir son état de gêne financière compte-tenu de la présence de deux enfants à son foyer et du fait que son épouse ne perçoit que le SMIC ; que, cependant, compte-tenu des circonstances de l'espèce, de la gravité des infractions constatées consistant en l'emploi illégal, sans versement de rémunération, de quatre salariés de nationalité chinoise et du fait **qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que le requérant soit démuné de toute ressource**, aussi qu'il le soutient, le directeur de l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES n'a commis aucune erreur manifeste d'appréciation en refusant à M. X le bénéfice de la remise gracieuse qu'il sollicitait ; qu'en outre, et en tout état de cause, le requérant ne démontre pas qu'il n'était pas en mesure de se conformer aux conditions de paiement qui lui étaient proposées par le comptable ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que le directeur de l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES est fondé à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé la lettre du comptable de l'établissement émise le 15 septembre 1999 ;

Sur les frais exposés et non compris dans les dépens :

Considérant qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de condamner M. X à payer à l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES la somme qu'il demande au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1er : Le jugement du tribunal administratif de Cergy-Pontoise du 23 mai 2002 est annulé.

Article 2 : La demande présentée par M. Gangao X devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise est rejetée.

Article 3 : Les conclusions du directeur de l'OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES tendant à la condamnation de M. X au paiement des frais exposés et non compris dans les dépens sont rejetées.

## ANNEXE N° 6 : Arrêt du Conseil d'Etat n° 148717 du 14 avril 1995.

(...) Considérant **qu'aux termes de l'article 10 du décret du 29 décembre 1992** fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique : **"Chaque comptable peut, pour les ordres de recettes qu'il prend en charge en application de l'article 86 du décret .... du 29 décembre 1962", parmi lesquels figurent les états exécutoires prévus à l'article 85 de ce décret, "consentir des remises dont le montant pour une même dette n'excède pas 50 000 F" ;**

**Considérant qu'un recours contentieux formé contre la décision d'un comptable refusant une remise gracieuse sollicitée sur le fondement des dispositions réglementaires précitées présente le caractère d'un recours pour excès de pouvoir ;** qu'ainsi, en vertu des dispositions combinées de l'article 42 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 et de l'article 45 de cette ordonnance modifié par le décret du 30 septembre 1953, un pourvoi introduit devant le Conseil d'Etat aux fins d'annulation de la décision d'un comptable ayant ledit objet n'a pas à être signé par un avocat au Conseil d'Etat ; que, par suite, la requête de M. Laroque, dirigée contre la décision du trésorier-payeur général de la Gironde en date du 8 avril 1993 refusant à l'intéressé une remise gracieuse de la somme mise à sa charge par un état exécutoire, n'avait pas à être présentée par un avocat au Conseil d'Etat ; que, dès lors, la fin de non-recevoir opposée à cette requête par le ministre d'Etat, ministre de la défense doit, en tout état de cause, être écartée ;

Considérant que M. Laroque, capitaine de l'armée de terre, désigné pour servir en République centrafricaine par une note du 15 janvier 1991 et reconnu médicalement apte à servir en tous lieux le 29 janvier 1991, a été affecté dans cet Etat à compter du 5 juillet 1991 par une décision du 18 avril 1991 ; que, l'intéressé ayant été déclaré médicalement inapte au service outre-mer le 4 juin 1991, cette dernière décision a été rapportée le 20 juin 1991 ; que, par un titre de perception établi le 21 février 1992 par le directeur du commissariat de l'armée de terre de Bordeaux et rendu exécutoire le 30 mars 1992 par le préfet de la Gironde, le requérant a été invité à reverser la somme de 47 866 F correspondant au montant de l'avance de solde qui lui avait été allouée en prévision de sa mutation ;

**Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que M. Laroque a été dans l'obligation de supporter certaines dépenses tant pour préparer son changement d'affectation qu'en raison du retrait de la décision prononçant sa mutation ; qu'il soutient, sans être contredit, que le délai mis par l'autorité administrative pour procéder à ce retrait est dû au fait que les résultats d'analyses médicales pratiquées le 29 janvier 1991 ont été égarés ; qu'ainsi, en refusant une remise gracieuse de la somme mise à la charge de l'intéressé, le trésorier-payeur général de la Gironde a commis une erreur manifeste d'appréciation ;**

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Laroque est fondé à demander l'annulation de la décision du 8 avril 1993 ;

DECIDE :

Article 1er : La décision du trésorier-payeur général de la Gironde en date du 8 avril 1993 est annulée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à M. Gérard Laroque, au ministre d'Etat, ministre de la défense et au ministre du budget.

## ANNEXE N° 7 : Avis du Conseil d'État n° 262074 du 3 mai 2004.

(...) Une décision administrative accordant un avantage financier crée des droits au profit de son bénéficiaire alors même que l'administration était tenue de refuser cet avantage. Sous réserve de dispositions législatives ou réglementaires contraires, celle-ci ne peut dès lors retirer sa décision explicite, hors le cas où il est satisfait à une demande du bénéficiaire, que dans le délai de quatre mois suivant son édicition.

Pour l'application de ces règles, doit être assimilée à une décision explicite accordant un avantage financier celle qui, sans avoir été formalisée, est révélée par des agissements ultérieurs ayant pour objet d'en assurer l'exécution. L'existence d'une décision de cette nature peut par exemple, en fonction des circonstances de chaque espèce, être manifestée par le versement à l'intéressé des sommes correspondantes, telles qu'elles apparaissent sur son bulletin de paye.

Il en va notamment ainsi lorsqu'un avantage explicitement octroyé est ensuite maintenu sans décision formelle alors que les conditions auxquelles est subordonné son maintien ne sont plus remplies. Dans ce cas, il y a lieu, pour faire courir le délai de retrait, de considérer que la décision a été prise le jour à compter duquel l'ordonnateur ne pouvait ignorer que ces conditions n'étaient plus remplies.

**Ces règles ne font obstacle ni à la possibilité, pour l'administration, de demander à tout moment, sous réserve des prescriptions éventuelles, le reversement des sommes attribuées par suite d'une erreur dans la procédure de liquidation ou de paiement ou d'un retard dans l'exécution d'une décision de l'ordonnateur, ni à celle de supprimer pour l'avenir un avantage dont le maintien est subordonné à une condition dès lors que celle-ci n'est plus remplie.**

Le présent avis sera notifié au tribunal administratif de Versailles, à M. Guy X et au ministre de la défense. Il sera publié au Journal officiel de la République française.

## ANNEXE N° 8 : Arrêt du Conseil d'Etat n° 151877 du 2 avril 1997

(...) Considérant, d'une part, que, contrairement à ce que soutient le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, les conclusions de la requête de M. DOUBRE ne sont pas dirigées contre une mesure de refus de remise gracieuse de l'ordre de reversement émis à son encontre comme suite à un trop perçu de traitement, mais tendent à l'annulation d'une décision lui refusant le bénéfice d'une indemnité et à la condamnation de l'Etat à réparer le préjudice subi ; que, d'autre part, comme suite à la demande qui lui avait été adressée, M. DOUBRE a régularisé sa requête en ayant recours au ministère d'un avocat aux conseils ; que, par suite, la requête est recevable ;

Sur les conclusions indemnitaires :

Considérant qu'il ressort de l'instruction que M. DOUBRE, professeur des universités, a été rémunéré entre le mois d'avril 1987 et le mois de juillet 1990 par référence au 2ème échelon du groupe hors échelle C alors même qu'en vertu des dispositions de l'arrêté susvisé, et ainsi qu'il ne le conteste pas, il aurait dû être rémunéré par référence au 2ème échelon du groupe hors échelle B ; que l'administration a mis fin au versement de cette rémunération évaluée sur des bases irrégulières à la date du 1er août 1990, date à compter de laquelle lui a été versée la rémunération à laquelle il pouvait prétendre ; qu'au titre du trop perçu de traitement dont M. DOUBRE avait ainsi bénéficié, l'administration a émis à son encontre un ordre de reversement d'un montant de 91 239 F ; que par sa décision susvisée du 24 septembre 1992, **le recteur de l'académie de Caen a refusé de lui verser une indemnité en réparation du préjudice que lui aurait causé l'obligation de rembourser les sommes indûment perçues, en conséquence de l'erreur commise par les services chargés de la liquidation de son traitement ;**

**Considérant que les paiements indus qui ont motivé l'ordre de reversement susmentionné ont eu lieu pendant plusieurs années et n'ont été rendus possibles que par la faute commise par les services de l'Etat ; qu'eu égard aux circonstances de l'affaire et notamment à la bonne foi de l'intéressé, il sera fait une juste appréciation des divers chefs de préjudice subis par M. DOUBRE en condamnant l'Etat à lui verser à titre d'indemnité la somme de 30 000 F ;**

DECIDE :

Article 1er : La décision susvisée du recteur de l'académie de Caen en date du 24 septembre 1992 est annulée.

Article 2 : L'Etat est condamné à verser à M. DOUBRE la somme de 30 000 F.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête de M. DOUBRE est rejeté.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à M. Henri DOUBRE, au recteur de l'académie de Caen et au ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**ISSN : 0984 9114**